

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1991 Nr. 6

A. TITEL

*Verdrag betreffende het internationale spoorwegvervoer (COTIF),
met Protocol en Bijlagen;
Bern, 9 mei 1980*

B. TEKST

De tekst van het Verdrag is geplaatst in *Trb.* 1980, 160. Zie ook *Trb.* 1981, 211. Voor de ondertekeningen zie *Trb.* 1980, 160 en *Trb.* 1981, 211.

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1981, 211.

D. PARLEMENT

Zie *Trb.* 1985, 12.

E. BEKRACHTIGING

Zie *Trb.* 1985, 12, *Trb.* 1986, 66 en *Trb.* 1987, 192.

F. TOETREDING

Zie *Trb.* 1985, 12. Behalve de aldaar genoemde Staat heeft in overeenstemming met artikel 23, eerste lid, van het Verdrag nog de volgende Staat een akte van toetreding bij de Zwitserse Regering nedergelegd:

Monaco 6 december 1989

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1985, 12.

Het Verdrag is ingevolge artikel 23, tweede lid, laatste alinea, voor Monaco op 1 februari 1990 in werking getreden.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1980, 160, *Trb.* 1981, 211, *Trb.* 1985, 12, *Trb.* 1986, 66, *Trb.* 1987, 192 en *Trb.* 1989, 176.

Tijdens haar eerste zitting, die van 14 tot 21 december 1989 te Bern plaatsvond, heeft de Herzieningscommissie in overeenstemming met artikel 19 van het onderhavige Verdrag een aantal besluiten tot wijziging van CIV en CIM aangenomen. De tekst van deze wijzigingsbesluiten luidt als volgt:

I. Décisions de modifications de la COTIF relevant de la compétence de la Commission de révision.

La Commission de révision décide les modifications suivantes :

Article 17 CIV

Le § 3 est supprimé.

Article 19 CIV

Cet article a la teneur suivante :

«§ 1 Sauf exception prévue par les tarifs internationaux, l'enregistrement des bagages n'a lieu que sur la présentation de billets valables au moins jusqu'à la destination des bagages.

Lorsque les tarifs prévoient que des bagages peuvent être admis au transport sans présentation de billets, les dispositions des Règles uniformes fixant les droits et obligations du voyageur relatifs à ses bagages s'appliquent par analogie à l'expéditeur de bagages.

§ 2 Le chemin de fer se réserve la possibilité d'acheminer les bagages par un itinéraire différent de celui emprunté par le voyageur.

A la gare de départ, de même que dans les gares de correspondance où le bagage doit être transbordé, l'acheminement a lieu par le premier train approprié assurant le transport régulier des bagages.

L'acheminement des bagages ne peut avoir lieu dans les conditions indiquées ci-dessus que si les formalités exigées au départ ou en cours de route par les douanes ou d'autres autorités administratives ne s'y opposent pas.

§ 3 Sauf exception prévue par les tarifs internationaux, le prix du transport des bagages doit être payé lors de l'enregistrement.

§ 4 Les tarifs ou les horaires peuvent exclure ou limiter le transport de bagages dans certains trains ou certaines catégories de trains ou à destination et en provenance de certaines gares.

§ 5 Les formalités d'enregistrement des bagages non régies par le présent article sont déterminées par les prescriptions en vigueur à la gare chargée de l'enregistrement.»

Article 20 CIV

Le texte du § 4, sous lettre c), est modifié comme suit:
«c) le jour et l'heure de la remise;»

Article 25 CIV

Le texte du § 4 est modifié comme suit:

«§ 4 En cas d'application irrégulière d'un tarif ou d'erreur dans le calcul ou la perception du prix de transport et d'autres frais, le trop-perçu n'est restitué par le chemin de fer ou le moins-perçu versé à celui-ci que si la différence excède 2 unités de compte par billet ou par bulletin de bagages.»

Article 38 CIV

Le texte du § 1 lettre a) est modifié comme suit:

«a) si le montant du dommage est prouvé, une indemnité égale à ce montant sans qu'elle puisse toutefois excéder 40 unités de compte par kilogramme manquant de masse brute ou 600 unités de compte par colis;»

Article 41 CIV

Le texte du § 3 et de l'alinéa premier du § 4 est modifié comme suit:

«§ 3 ... ne peut excéder 8000 unités de compte ...

§ 4 ...l'indemnité totale à payer ne peut excéder 1000 unités de compte.»

Article 43 CIV

Le texte du § 3 est modifié comme suit:

«§ 3 En ce qui concerne les bagages, les intérêts ne sont dus que si l'indemnité excède 8 unités de compte par bulletin de bagages.»

Article 3 CIM

Le texte du § 4 est modifié comme suit:

«§ 4 Lorsque l'autorité compétente a décidé que:

- a) le service sera supprimé ou suspendu en totalité ou en partie,
- b) certains envois seront exclus ou admis seulement sous condition,
- c) certaines marchandises seront acceptées, en priorité, au transport.

ces mesures doivent être portées sans délai à la connaissance du public et des chemins de fer; ceux-ci en informent les chemins de fer des autres Etats en vue de leur publication.»

Article 11 CIM

Le texte des §§ 1 et 2 est modifié comme suit:

§ 1 ne concerne que le texte allemand

«§ 2 Le traitement conforme au § 1 doit avoir lieu immédiatement après la remise au transport de la totalité de la marchandise faisant l'objet de la lettre de voiture et, dans la mesure où les prescriptions en vigueur à la gare expéditrice le prévoient, le paiement des frais que l'expéditeur prend à sa charge ou le dépôt d'une garantie conformément à l'article 15, § 7.»

Article 12 CIM

Le § 2 a la teneur suivante:

«§ 2 Les chemins de fer fixent le modèle uniforme de la lettre de voiture, qui doit comporter un duplicata pour l'expéditeur.

Pour certains trafics, notamment entre pays limitrophes, les chemins de fer peuvent prescrire, dans les tarifs, l'emploi d'une lettre de voiture de modèle simplifié.

Pour certaines trafics avec des pays qui n'ont pas adhéré à la présente Convention, les tarifs peuvent prévoir le recours à une procédure spéciale.»

Article 14 CIM

Le § 8 est supprimé.

Article 19 CIM

Le § 5 a la teneur suivante:

«§ 5 Les dispositions complémentaires ou les tarifs règlent le marquage des colis par l'expéditeur.»

Le § 6 est supprimé.

Article 24 CIM

Le § 1 a la teneur suivante:

«§ 1 Sans préjudice du paiement de la différence du prix de transport et d'une indemnité pour dommage éventuel, le chemin de fer peut percevoir:

a) une surtaxe égale à l'unité de compte par kg de masse brute du colis entier:

1. en cas de désignation irrégulière, inexacte ou incomplète des matières et objets exclus du transport en vertu du RID;

2. en cas de désignation irrégulière, inexacte ou incomplète des matières et objets admis au transport sous condition en vertu du RID, ou d'observation de ses conditions.

Les dispositions complémentaires peuvent prévoir d'autres modes de calcul de la surtaxe, notamment une surtaxe forfaitaire pour les wagons de particuliers vides.

b) une surtaxe égale à 5 unités de compte par 100 kg de masse excédant la limite de charge, lorsque le wagon a été chargé par l'expéditeur.»

Le § 2 est supprimé.

Le § 3 devient § 2.

Le § 4 devient § 3.

Le § 5 qui devient le § 4 a la teneur suivante:

«§ 4 Les dispositions complémentaires précisent les cas dans lesquels aucune surtaxe ne peut être perçue.»

Article 27 CIM

Les §§ 2, 3 et 4 ont la teneur suivante:

«§ 2 A défaut d'indication des délais de livraison prévue au § 1, et sous réserve des paragraphes ci-après, les délais de livraison maxima sont les suivants:

a) pour les wagons complets:

délai d'expédition 12 heures;

délai de transport, par fraction

indivisible de 400 km..... 24 heures;

b) pour les envois de détail:

délai d'expédition 24 heures;

délai de transport, par fraction

indivisible de 200 km.....24 heures.

Toutes les distances se rapportent aux distances kilométriques d'application des tarifs.»

§ 3 Le délai d'expédition n'est compté qu'une fois, quel que soit le nombre de chemins de fer empruntés. Le délai de transport est calculé sur la distance totale entre la gare expéditrice et la gare destinataire.

§ 4 le chemin de fer peut fixer des délais supplémentaires d'une durée déterminée dans les cas suivants:

- a) envois remis au transport ou livrables en dehors des gares;
- b) envois empruntant:
 1. des lignes dont l'écartement des rails est différent,
 2. la mer ou les voies navigables intérieures,
 3. une route s'il n'existe pas de *liaison ferroviaire*;
- c) ...
- d) ...»

Le § 6 a la teneur suivante:

«§ 6 Le délai de livraison commence à courir à minuit après l'acceptation au transport de la marchandise.»

Le § 8 a la teneur suivante:

«§ 8 Le délai de livraison est suspendu les dimanches et jours fériés légaux. Il est suspendu les samedis lorsque, dans un Etat, les prescriptions en vigueur prévoient pour ceux-ci une suspension du délai de livraison en trafic ferroviaire intérieur.»

Le deuxième alinéa du § 9 est supprimé.

Article 29 CIM

Le § 1 a la teneur suivante:

«§ 1 En cas d'application irrégulière du tarif ou d'erreur dans le calcul ou la perception des frais, le moins-perçu doit être payé ou le trop-perçu restitué.

Le moins-perçu n'est versé et le trop-perçu n'est restitué que s'ils excèdent 8 unités de compte par lettre de voiture. La restitution est effectuée d'office.»

Article 30 CIM

Le texte du § 2 est modifié comme suit:

«§ 2 Ces ordres doivent être donnés au moyen d'une déclaration, dans la forme prescrite par le chemin de fer.

Cette déclaration doit être reproduite et signée par l'expéditeur sur le duplicata de la lettre de voiture, qui doit être présenté au chemin de fer. La signature peut être imprimée ou remplacée par le timbre de l'expéditeur.

Tout ordre donné dans une forme autre que celle prescrite est nul.»

Article 31 CIM

Le texte du § 2 est modifié comme suit:

«§ 2 Ces ordres doivent être donnés au moyen d'une déclaration, dans la forme prescrite par le chemin de fer.

Tout ordre donné dans une forme autre que celle prescrite est nul.»

Le texte du § 3, lettre d) est modifié comme suit:

«d) désigné conformément au § 1 c) une personne et que celle-ci a retiré la lettre de voiture, accepté la marchandise ou fait valoir ses droits conformément à l'article 28, § 4.»

Article 33 CIM

Le texte du § 4 est modifié comme suit:

«§ 4 Si les instructions de l'expéditeur modifient la désignation du destinataire ou de la gare destinataire ou sont données à la gare où se trouve la marchandise, l'expéditeur doit les inscrire sur le duplicata de la lettre de voiture et présenter celui-ci au chemin de fer.»

Article 34 CIM

Le texte du § 1 est modifié comme suit:

«§ 1 En cas d'empêchement à la livraison de la marchandise, le chemin de fer doit en prévenir sans délai l'expéditeur pour lui demander des instructions.»

Le texte du § 2 est modifié comme suit:

«§ 2 Lorsque l'empêchement à la livraison cesse avant l'arrivée des instructions de l'expéditeur à la gare destinataire, la marchandise est livrée au destinataire. L'expéditeur doit en être avisé sans délai.»

La § 5 est supprimé.

Les § § 6, 7 et 8 deviennent les § § 5, 6 et 7.

Article 38 CIM

Le texte du § 2 est complété par un alinéa 2 (nouveau) qui a la teneur suivante:

«Cette présomption est en outre applicable lorsque le contrat de transport antérieur à la réexpédition était soumis à une convention internationale comparable sur le transport international ferroviaire direct, et que celle-ci contient une même présomption de droit en faveur des envois expédiés conformément aux Règles uniformes.»

Article 41 CIM

Le texte du § 1, lettres a) et b) est ainsi modifié:

«§ 1 .. .

a) deux pour cent de la masse pour les marchandises liquides ou remises au transport à l'état humide;

b) un pour cent de la masse pour les marchandises sèches.»

Le texte du § 4 est modifié comme suit:

«§ 4 En cas de perte totale de la marchandise ou en cas de perte de colis, il n'est fait aucune déduction résultant du déchet de route pour le calcul de l'indemnité.»

Article 45 CIM

L'alinéa premier a la teneur suivante:

«Lorsque le chemin de fer accorde des conditions particulières de transport par des tarifs spéciaux ou exceptionnels comportant une réduction sur le prix de transport calculé d'après les tarifs généraux, il peut limiter l'indemnité due à l'ayant droit en cas de dépassement du délai de livraison, dans la mesure où une telle limitation est indiquée dans le tarif.»

Article 59 CIM

Les § § 2 et 3 ont la teneur suivante:

«§ 2 Le chemin de fer expéditeur est responsable du prix de transport et des autres frais qu'il n'a pas encaissés, alors que l'expéditeur les avait pris à sa charge conformément à l'article 15.

§ 3 Si le chemin de fer destinataire livre la marchandise sans recouvrer les frais ou autres créances résultant du contrat de transport, il est responsable de ces montants.»

Article 65 CIM

Les § § 1 et 2 ont la teneur suivante:

«§ 1 Si la situation économique et financière d'un Etat est de nature à provoquer de graves difficultés pour l'application du Titre VI, deux ou plusieurs autres Etats peuvent, par des accords, déroger aux articles 15, 17 et 30 en décidant, pour le trafic avec l'Etat en difficulté, que:

a) les envois au départ de chacun d'eux doivent obligatoirement être affranchis par l'expéditeur jusqu'aux frontières de l'Etat en difficulté, mais pas au-delà;

b) les envois à destination de chacun d'eux doivent obligatoirement être affranchis par l'expéditeur jusqu'aux frontières de l'Etat en difficulté, mais pas au-delà;

c) les envois à destination ou au départ de l'Etat en difficulté ne doivent être grevés d'aucun remboursement ni débours, sauf à les admettre dans les limites de montants déterminés;

d) l'expéditeur ne peut modifier le contrat de transport en ce qui concerne le pays de destination, l'affranchissement et le remboursement.

§ 2 Sous les conditions fixées au § 1 avec l'autorisation de leurs Gouvernements, les chemins de fer qui sont en relation avec le chemin de fer de l'Etat en difficulté peuvent convenir d'une dérogation aux articles 15, 17, 30 et 31 dans leur trafic réciproque avec le chemin de fer de l'Etat en difficulté.

Une telle dérogation est décidée à la majorité des deux tiers des chemins de fer en relation avec le chemin de fer de l'Etat en difficulté.»

L'article 65 est complété par un nouveau § 5 qui a la teneur suivante:

«§ 5 Nonobstant les dispositions du présent article, chaque Etat peut prendre des mesures unilatérales conformément à l'article 3, § 4, lettre b).»

Hieronder volgt een vertaling in het Nederlands van de gewijzigde artikelen van het CIV en het CIM:

UNIFORME REGELEN BETREFFENDE DE
OVEREENKOMST VAN INTERNATIONAAL
SPOORWEGVERVOER VAN REIZIGERS EN BAGAGE (CIV)

HOOFDSTUK II

BAGAGEVERVOER

Artikel 17

Toegelaten voorwerpen

§ 1. Tot het vervoer als bagage zijn voor reisdoeleinden bestemde voorwerpen in koffers, manden, handkoffers, reistassen en andere dergelijke verpakkingen en deze verpakkingen zelf toegelaten.

§ 2. De internationale tarieven kunnen dieren en niet in § 1 bedoelde voorwerpen, met name begeleide motorvoertuigen, die met of zonder aanhanger ten vervoer worden aangeboden, onder bepaalde voorwaarden als bagage toelaten.

Artikel 19

Inschrijving en vervoer van bagage

§ 1. Behoudens in de internationale tarieven bepaalde uitzonderingen, wordt bagage slechts ingeschreven op vertoon van een vervoerbewijs, dat tenminste geldig is tot het station van bestemming van de bagage.

Indien de tarieven bepalen dat bagage ten vervoer kan worden toegelaten zonder vertoon van een vervoerbewijs, zijn de bepalingen van de Uniforme Regelen betreffende de rechten en plichten van de reiziger met betrekking tot zijn bagage, van overeenkomstige toepassing op de afzender van de bagage.

§ 2. De spoorweg behoudt zich de mogelijkheid voor om bagage te vervoeren over een andere reisweg dan die welke wordt gevolgd door de reiziger.

Op het vertrekstation en op overstapstations, waar de bagage moet worden overgeladen, wordt zij verder vervoerd met de eerste voor regelmatig bagagevervoer geschikte trein.

Het vervoer van bagage kan onder de hierboven vermelde voorwaarden slechts geschieden, indien de bij vertrek of onderweg door de douane of andere overheidsinstanties geëiste formaliteiten zich daartegen niet verzetten.

§ 3. De tarieven en de dienstregelingen kunnen het vervoer van bagage in bepaalde treinen of treincategorieën of van en naar bepaalde stations uitsluiten of beperken.

§ 4. Behoudens in de internationale tarieven bepaalde uitzonderingen dient de prijs voor het vervoer van bagage bij de inschrijving te worden betaald.

§ 5. Voor zover de inschrijvingsformaliteiten van bagage niet in dit artikel worden geregeld, zijn zij onderworpen aan de in het station van inschrijving geldende voorschriften.

Artikel 20

Bagagebewijs

§ 1. Bij de inschrijving van de bagage wordt aan de reiziger een bagagebewijs afgegeven.

§ 2. Op de voor een internationaal vervoer afgegeven bagagebewijzen moet de afkorting CIV voorkomen. Bij wijze van overgang is het teken C toegelaten.

§ 3. De internationale tarieven of de overeenkomsten tussen de

spoorwegen bepalen de vorm en de inhoud van de bagagebewijzen alsmede de taal en de lettertekens, waarmee zij moeten worden bedrukt en ingevuld.

§ 4. Behoudens de in de internationale tarieven bepaalde uitzonderingen, moeten de bagagebewijzen bevatten:

- a. de stations van vertrek en bestemming;
- b. de vervoersroute;
- c. de dag en het uur van de afgifte;
- d. het aantal reizigers;
- e. het aantal en de massa van de colli;
- f. de vervoerprijs en de overige kosten.

§ 5. De reiziger moet zich bij de inontvangstneming van het bagagebewijs ervan overtuigen, dat dit met zijn aanwijzingen overeenstemt.

Artikel 25

Terugbetaling en bijbetaling

§ 1. De vervoerprijs wordt geheel of gedeeltelijk terugbetaald, indien:

- a. het vervoerbewijs niet of slechts gedeeltelijk is gebruikt;
- b. het vervoerbewijs wegens plaatsgebrek is gebruikt in een lagere rijtuigklasse of een trein van een lagere prijscategorie dan op het vervoerbewijs vermeld;
- c. de bagage op het station van vertrek is teruggenomen of op een onderwegstation is afgeleverd.

§ 2. De internationale tarieven bepalen, welke bewijsstukken bij het verzoek tot terugbetaling moeten worden overgelegd, de terug te betalen bedragen en de daarvan af te trekken kosten.

Deze tarieven kunnen de terugbetaling van de vervoerprijs in bepaalde gevallen uitsluiten of daaraan voorwaarden verbinden.

§ 3. Elk op de voorgaande paragrafen of op artikel 10, § 1,b) gegrond verzoek tot terugbetaling vervalt, indien het niet binnen zes maanden bij de spoorweg is ingediend. De termijn begint voor vervoerbewijzen op de dag volgend op de afloop van hun geldigheid en voor bagagebewijzen op de dag van hun afgifte.

§ 4. In geval van onjuiste toepassing van een tarief of van vergissing bij de berekening of de inning van de vervoerprijs en van andere kosten moet het te veel of te weinig geïnde bedrag slechts door de spoorweg terugbetaald of aan de spoorweg bijbetaald worden, indien het verschil meer dan twee rekeneenheden per vervoerbewijs of bagagebewijs bedraagt.

§ 5. Voor de berekening van het te veel of te weinig geïnde bedrag moet de officiële omrekeningskoers van de dag, waarop de vervoerprijs werd geïnd, worden toegepast. Indien de betaling in een andere munteenheid dan die van de inning geschiedt, is de koers van de dag van deze betaling van toepassing.

§ 6. In alle in dit artikel niet geregelde gevallen en bij gebreke van een overeenkomst tussen de spoorwegen zijn de in de Staat van vertrek geldende voorschriften van toepassing.

Artikel 38

Schadevergoeding bij verlies

§ 1. Bij geheel of gedeeltelijk verlies van bagage moet de spoorweg met uitsluiting van elke andere schadevergoeding, betalen:

a. indien het bedrag van de schade bewezen is, een aan dit bedrag gelijke schadevergoeding, die echter niet méér kan bedragen dan 40 rekeneenheden per ontbrekend kilogram-bruto-massa of 600 rekeneenheden per collo;

b. indien het bedrag van de schade niet is bewezen, een schadevergoeding van 10 rekeneenheden per ontbrekend kilogram-bruto-massa of 150 rekeneenheden per collo.

De wijze van vergoeding, per ontbrekend kilogram of per collo, wordt door de internationale tarieven bepaald.

§ 2. De spoorweg moet bovendien de vervoerprijs, de douanerechten en de overige ter zake van het vervoer van het verloren collo betaalde bedragen terugbetalen.

Artikel 41

Begeleide motorvoertuigen

§ 1. Bij aan de spoorweg te wijten vertraging in de verlading of bij vertraging in de aflevering van een begeleid motorvoertuig moet de spoorweg, indien de rechthebbende bewijst, dat daardoor een schade is ontstaan, een schadevergoeding betalen die niet meer kan bedragen dan de vervoerprijs van het voertuig.

§ 2. Indien de rechthebbende, bij aan de spoorweg te wijten vertraging in de verlading, afziet van uitvoering van de vervoerovereenkomst, wordt de vervoerprijs van het voertuig en van de reizigers aan hem terugbetaald. Bovendien kan hij, indien hij bewijst, dat door de vertraging een schade is ontstaan, een schadevergoeding vorderen, die niet meer kan bedragen dan de vervoerprijs van het voertuig.

§ 3. Bij geheel of gedeeltelijk verlies van een voertuig wordt de aan

de rechthebbende voor de bewezen schade te betalen schadevergoeding berekend volgens de gebruikelijke waarde van het voertuig, doch kan deze vergoeding niet meer dan 8 000 rekeneenheden bedragen. Een al dan niet beladen aanhanger wordt als een voertuig beschouwd.

§ 4. Met betrekking tot in het voertuig achtergelaten voorwerpen is de spoorweg slechts aansprakelijk voor door zijn schuld veroorzaakte schade. De in totaal te betalen schadevergoeding kan niet meer dan 1 000 rekeneenheden bedragen.

Met betrekking tot op het voertuig achtergelaten voorwerpen is de spoorweg niet aansprakelijk.

§ 5. Overigens gelden de bepalingen betreffende de aansprakelijkheid voor bagage eveneens voor het vervoer van begeleide motorvoertuigen.

Artikel 43

Rente over de schadevergoeding

§ 1. De rechthebbende kan rente ten bedrage van vijf procent 's jaars over de schadevergoeding verlangen, vanaf de dag van de in artikel 49 bedoelde vordering buiten rechte of, bij gebreke daarvan, vanaf de dag van de vordering in rechte.

§ 2. Voor de ingevolge de artikelen 27 en 28 verschuldigde schadevergoeding loopt de rente evenwel eerst vanaf de dag, waarop de voor de vaststelling van het vergoedingsbedrag bepalende feiten zijn voorgevallen, indien deze dag later ligt dan die van de vergoeding in of buiten rechte.

§ 3. Met betrekking tot bagage is de rente slechts verschuldigd, indien de schadevergoeding meer bedraagt dan 8 rekeneenheden per bagagebewijs.

§ 4. Met betrekking tot bagage loopt, indien de rechthebbende niet binnen een hem gestelde redelijke termijn de voor de definitieve regeling van de vordering nodige bewijsstukken aan de spoorweg overlegt, de rente niet tussen de afloop van deze termijn en de daadwerkelijke overlegging van de stukken.

UNIFORME REGELN BETREFFENDE DE
OVEREENKOMST VAN INTERNATIONAAL
SPOORWEGVERVOER VAN GOEDEREN (RU/CIM)

Artikel 3 CIM

Vervoerplicht

§ 1. De spoorweg is verplicht alle als wagenlading aangeboden goederen overeenkomstig de Uniforme Regelen te vervoeren, mits:

- a. de afzender de Uniforme Regelen, de bijkomende bepalingen en de tarieven in acht neemt;
- b. het vervoer met het personeel en de normale, aan de regelmatige vervoersbehoeften beantwoordende vervoermiddelen mogelijk is;
- c. het vervoer niet wordt belemmerd door omstandigheden, die de spoorweg niet kan vermijden en waarvan hij de gevolgen niet kan verhelpen.

§ 2. De spoorweg is slechts verplicht goederen, waarvan het laden, overladen of lossen het gebruik van bijzondere hulpmiddelen vereist, aan te nemen, indien de betrokken stations over deze middelen beschikken.

§ 3. De spoorweg is slechts verplicht goederen aan te nemen, die zonder uitstel vervoerd kunnen worden; de voor het station van afzending geldende voorschriften bepalen, in welke gevallen goederen, die niet aan deze voorwaarde voldoen, voorlopig in bewaring genomen moeten worden.

§ 4. Indien het bevoegd gezag heeft beslist, dat:

- a. de dienst geheel of gedeeltelijk, blijvend of tijdelijk zal worden gestaakt;
- b. bepaalde zendingen uitgesloten of slechts voorwaardelijk toegelaten zullen worden;
- c. bepaalde goederen bij voorrang ten vervoer moeten worden aangenomen, moeten deze maatregelen onverwijld worden bekend gemaakt aan het publiek en de spoorwegen; deze lichten de spoorwegen van de andere Staten in met het oog op de publicatie daarvan.

§ 5. De spoorwegen kunnen gemeenschappelijk besluiten het vervoer van goederen in bepaalde relaties te concentreren op bepaalde grenspunten en op bepaalde doorvoerlanden.

Deze maatregelen worden aan het Centraal Bureau meegedeeld. Zij worden door de spoorwegen in bijzondere lijsten vastgesteld en op dezelfde wijze als internationale tarieven gepubliceerd; zij treden een maand na de dag van de mededeling aan het Centraal Bureau in werking.

§ 6. Elke door de spoorweg op dit artikel gemaakte inbreuk kan aanleiding geven tot een vordering tot vergoeding van de veroorzaakte schade.

Artikel 11 CIM

Sluiting van de vervoersovereenkomst

§ 1. De vervoersovereenkomst is gesloten, zodra de spoorweg van afzending het goed met de vrachtbrief ten vervoer heeft aangenomen. De aanneming wordt vastgesteld door op de vrachtbrief en eventueel op elk aanvullingsblad het stempel van het station van afzending of een aanduiding door de boekhoudmachine met datum-vermelding af te drukken.

§ 2. De behandeling volgens § 1 moet geschieden onmiddellijk na de aanbieding ten vervoer van alle goederen, waarop de vrachtbrief betrekking heeft, en, voor zover de voor het station van afzending geldende voorschriften zulks bepalen, de betaling van de kosten, die de afzender voor zijn rekening neemt, of van een waarborgsom volgens artikel 15, § 7.

§ 3. De van het stempel of de aanduiding door de boekhoudmachine voorziene vrachtbrief dient als bewijs van het sluiten en de inhoud van de vervoerovereenkomst.

§ 4. Met betrekking tot goederen, die volgens de tarieven of een voor het station van afzending toegelaten overeenkomst tussen de afzender en de spoorweg door de afzender moeten worden geladen, dienen de gegevens op de vrachtbrief betreffende de massa van het goed of het aantal colli evenwel slechts als bewijs tegen de spoorweg, indien deze de massa of het aantal heeft gecontroleerd en zulks op de vrachtbrief heeft vermeld. Deze gegevens kunnen eventueel met andere middelen worden bewezen.

De gegevens op de vrachtbrief betreffende de massa of het aantal dienen niet als bewijs tegen de spoorweg, indien een verschil met deze gegevens kennelijk niet op een feitelijk verlies berust. Dit is met name het geval, indien de wagen met ongeschonden originele versluiting aan de geadresseerde is overgegeven.

§ 5. De spoorweg moet de overname van het goed en de dag van aanneming ten vervoer door het afdrukken van het datumstempel of een aanduiding door de boekhoudmachine op de duplicaat-vrachtbrief bevestigen, voordat hij deze aan de afzender teruggeeft.

Dit duplicaat heeft niet de waarde van de het goed begeleidende vrachtbrief of van een cognossement.

Artikel 12 CIM

Vrachtbrief

§ 1. De afzender moet een naar behoren ingevulde vrachtbrief aanbieden.

Voor elke zending moet een vrachtbrief worden opgemaakt. Een vrachtbrief mag slechts de lading van één wagen betreffen. De bijkomende bepalingen mogen van deze regelen afwijken.

§ 2. De spoorwegen stellen het uniforme model van de vrachtbrief vast; deze moet een duplicaat voor de afzender omvatten.

Voor bepaalde transporten, met name tussen aangrenzende landen, kunnen de spoorwegen in de tarieven het gebruik van een vereenvoudigd model van vrachtbrief voorschrijven.

Voor bepaalde transporten met landen die niet aan dit verdrag deelnemen, kunnen de tarieven voorzien in de mogelijkheid om een beroep te doen op een bijzondere procedure.

§ 3. De vrachtbrief moet worden gedrukt in twee of eventueel drie talen, waarvan ten minste één een werktal van de Organisatie moet zijn.

De internationale tarieven kunnen bepalen, in welke taal de door de afzender op de vrachtbrief te vermelden gegevens moeten worden gesteld. Bij gebreke daarvan moeten de gegevens in één van de officiële talen van de Staat van vertrek worden gesteld en moet een vertaling in één van de werktalen van de Organisatie worden bijgevoegd, tenzij de gegevens in één van deze talen zijn gesteld.

De door de afzender op de vrachtbrief vermelde gegevens moeten in latijnse lettertekens worden gesteld, behoudens in de bijkomende bepalingen of de internationale tarieven bepaalde afwijkingen.

Artikel 14 CIM

Vervoersroute en toe te passen tarieven

§ 1. De afzender mag in de vrachtbrief de te volgen vervoersroute voorschrijven door vermelding van grenspunten of grensstations en eventueel overgangsstations tussen spoorwegen. Hij mag slechts voor het vervoer in de betreffende relatie geopende grenspunten of grensstations voorschrijven.

§ 2. Met een routevoorschrift worden gelijkgesteld:

a. de vermelding van stations, waar de door de douane of andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten moeten worden vervuld of waar bijzondere zorg aan het goed moet worden besteed (verzorging van dieren, bij-ijzing, enz.);

b. de vermelding van de toe te passen tarieven, indien deze

voldoende is voor de vaststelling van de stations, waartussen de verlangde tarieven moeten worden toegepast;

c. de vermelding van betaling van alle of een deel van de kosten tot X (benoeming van het punt, waar de tarieven van aangrenzende landen op elkaar aansluiten).

§ 3. De spoorweg mag, behalve in de in artikel 3, § 4 en 5 en artikel 33, § 1, bedoelde gevallen, het vervoer slechts over een andere dan de door de afzender voorgeschreven route verrichten onder de dubbele voorwaarde:

a. dat de door de douane of andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten en de bijzondere aan het goed te besteden zorg steeds op de door de afzender vermelde stations geschieden.

b. dat de kosten en de leveringstermijnen niet groter zijn dan bij berekening over de door de afzender voorgeschreven route.

Letter a geldt niet voor stukgoed, indien één der aan het vervoer deelnemende spoorwegen de door de afzender gekozen route niet kan toepassen wegens de uit zijn organisatie van het internationale stukgoedvervoer voortvloeiende routevoorschriften.

§ 4. Behoudens § 3 worden de kosten en de leveringstermijnen berekend volgens de door de afzender voorgeschreven route of, bij gebreke daarvan, de door de spoorweg gekozen route.

§ 5. De afzender mag in de vrachtbrief de toe te passen tarieven voorschrijven. De spoorweg moet deze tarieven toepassen, indien aan de voorwaarden voor hun toepassing is voldaan.

§ 6. Indien de vermeldingen door de afzender niet voldoende zijn om de vervoersroute of de toe te passen tarieven vast te stellen of indien bepaalde vermeldingen met elkaar in strijd zijn, moet de spoorweg de route of de tarieven kiezen, die hij voor de afzender het voordeligst acht.

§ 7. De spoorweg is slechts in geval van opzet of grove schuld aansprakelijk voor schade als gevolg van de overeenkomstig § 6 gedane keuze.

Artikel 19 CIM

Toestand, verpakking en merking van het goed

§ 1. Indien de spoorweg een goed dat duidelijke tekenen van beschadiging vertoont ten vervoer aanneemt, kan hij verlangen dat de toestand van het goed op de vrachtbrief wordt vermeld.

§ 2. Indien het goed naar zijn aard een verpakking vereist, moet de afzender het zodanig verpakken dat het beschermd is tegen geheel of gedeeltelijk verlies of beschadiging tijdens het transport en dat het

geen schade aan personen, materieel of andere goederen kan toebrengen.

Overigens moet de verpakking aan de voor het station van afzending geldende voorschriften voldoen.

§ 3. Indien de afzender § 2 niet in acht heeft genomen, kan de spoorweg het goed weigeren of verlangen dat de afzender op de vrachtbrief het ontbreken of de gebrekkige toestand van de verpakking door een nauwkeurige beschrijving daarvan erkent.

§ 4. De afzender is aansprakelijk voor alle gevolgen van het ontbreken of de gebrekkige toestand van de verpakking en moet met name de door de spoorweg daardoor geleden schade vergoeden. Bij gebreke van vermelding op de vrachtbrief moet de spoorweg het ontbreken of de gebrekkige toestand van de verpakking bewijzen.

§ 5. De bijkomende bepalingen of de tarieven regelen het merken van de colli door de afzender.

Artikel 24 CIM

Boeten

§ 1. Onverminderd de verplichting tot betaling van het verschil in vervoerprijs, en van de vergoeding van een eventuele schade, kan de spoorweg heffen:

a. een boete van één rekeneenheid per kilogram brutomassa van het gehele collo:

1° bij onjuiste, onnauwkeurige of onvolledige vermelding van volgens het RID van het vervoer uitgesloten stoffen en voorwerpen;

2° bij onjuiste, onnauwkeurige of onvolledige vermelding van volgens het RID voorwaardelijk ten vervoer toegelaten stoffen en voorwerpen of bij niet-inachtneming van de voorwaarden;

De bijkomende bepalingen kunnen andere berekeningswijzen voor de boete voorschrijven, in het bijzonder een forfaitaire boete voor ledige P-wagens.

b. een boete van 5 rekeneenheden per 100 kilogram massa, die de toelaatbare belading overschrijdt, indien de wagen door de afzender is beladen.

§ 2. De boeten komen ten laste van het goed, ongeacht waar de feiten, die hun heffing rechtvaardigen, zijn vastgesteld.

§ 3. Het bedrag van de boeten en de grond voor hun heffing moeten op de vrachtbrief worden vermeld.

§ 4. De bijkomende bepalingen omschrijven nauwkeurig de gevallen waarin geen boete kan worden geheven.

Artikel 27 CIM

Leveringstermijnen

§ 1. De leveringstermijnen worden door overeenkomsten tussen de aan het vervoer deelnemende spoorwegen of door de vanaf het station van afzending tot het station van bestemming geldende internationale tarieven bepaald. Voor bepaalde bijzondere vervoeren en in bepaalde relaties kunnen deze termijnen ook op grond van tussen de betrokken spoorwegen geldende vervoersplannen worden vastgesteld. In dit geval moeten zij zijn opgenomen in internationale tarieven of bijzondere overeenkomsten, die van de § 3 tot en met 9 mogen afwijken.

Al deze termijnen mogen niet langer zijn, dan die welke uit de volgende paragrafen voortvloeien.

§ 2. Bij gebreke van leveringstermijnen volgens § 1, zijn, behoudens het in de volgende paragrafen bepaalde, de maximum leveringstermijnen:

a. Voor wagenladingen:

Termijn voor de verzending: 12 uur

Termijn voor het vervoer per 400 km of gedeelte daarvan: 24 uur;

b. Voor stukgoed:

Termijn voor de verzending: 24 uur;

Termijn voor het vervoer per 200 km of gedeelte daarvan: 24 uur.

Alle afstanden hebben betrekking op tariefkilometers.

§ 3. De termijn voor de verzending wordt ongeacht het aantal gebruikte spoorwegnetten slechts éénmaal berekend.

De termijn voor het vervoer wordt over de hele afstand tussen het station van afzending en het station van bestemming berekend.

§ 4. De spoorweg kan toeslagtermijnen van een bepaalde duur vaststellen in de volgende gevallen:

a. Zendingen, die buiten de stations ten vervoer worden aangeboden of afgeleverd;

b. Zendingen, die worden vervoerd over:

1. lijnen met verschillende spoorbreedte;

2. de zee of bevaarbare binnenwateren;

3. de weg indien er geen spoorverbinding is.

c. Zendingen, waarvoor verlaagde prijzen volgens nationale bijzondere of uitzonderingstarieven gelden;

d. Een ongewone vervoerstoe name of ongewone moeilijkheden voor de dienstuitvoering als gevolg van buitengewone omstandigheden.

§ 5. De in § 4, a tot en met c, bedoelde toeslagtermijnen moeten in de tarieven of de in elke Staat naar behoren gepubliceerde voorschriften zijn opgenomen.

De in § 4, d, bedoelde toeslagtermijnen moeten worden gepubliceerd en kunnen niet vóór hun publicatie in werking treden.

§ 6. De leveringstermijn begint des middernachts na de aanneming ten vervoer van het goed.

§ 7. Behoudens schuld van de spoorweg, wordt de leveringstermijn verlengd met de duur en een oponthoud als gevolg van:

a. Onderzoek volgens de artikelen 21 en 22, § 1, waarbij afwijkingen van de op de vrachtbrief vermelde gegevens worden vastgesteld;

b. Vervulling van de door de douane of andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten;

c. wijziging van de vervoerovereenkomst volgens de artikelen 30 en 31;

d. Aan het goed te besteden bijzondere zorg;

e. Overlading of beladingsherstel wegens gebrekkige belading door de afzender;

f. Elke verkeersstremming, waardoor het begin of de voortzetting van het vervoer tijdelijk wordt verhinderd.

De oorzaak en de duur van deze verlengingen moeten op de vrachtbrief worden vermeld. Zij kunnen eventueel met andere middelen worden bewezen.

§ 8. De leveringstermijn wordt geschorst op zondagen en wettelijke feestdagen. De leveringstermijn wordt geschorst op zaterdagen, indien de in een Staat geldende voorschriften voor deze dagen een schorsing van die termijn in het nationaal spoorvervoer bepalen.

§ 9. Indien de leveringstermijn na sluitingstijd van het station van bestemming zou eindigen, wordt het einde daarvan tot twee uur na de eerstvolgende openstelling van het station opgeschort.

§ 10. De leveringstermijn is nagekomen, indien voor het einde daarvan:

a. Van de aankomst van het goed kennis is gegeven en het goed ter beschikking van de geadresseerde staat, indien het zendingen betreft, die op het station moeten worden afgeleverd en waarvan een kennisgeving van aankomst moet worden gezonden;

b. Het goed ter beschikking van de geadresseerde staat, indien het zendingen betreft, die op het station moeten worden afgeleverd en waarvan geen kennisgeving van aankomst behoeft te worden gezonden;

c. Het goed ter beschikking van de geadresseerde is gesteld, indien het zendingen betreft, die buiten het station moeten worden afgeleverd.

Artikel 29 CIM

Correctie van geïnde bedragen

§ 1. In geval van onjuiste toepassing van het tarief of van vergissing bij de berekening of de inning van de kosten, moet het te weinig geïnde bedrag bijbetaald en het teveel geïnde bedrag terugbetaald worden.

Het te weinig geïnde bedrag wordt alleen geheven en het te veel geïnde bedrag wordt alleen terugbetaald wanneer het groter is dan 8 rekeneenheden per vrachtbrief. De terugbetaling gebeurt ambtshalve.

§ 2. Het te weinig geïnde bedrag is aan de spoorweg verschuldigd door de afzender, indien de vrachtbrief niet in ontvangst wordt genomen. Indien de geadresseerde de vrachtbrief in ontvangst heeft genomen of de vervoerovereenkomst volgens artikel 31 heeft gewijzigd, is de afzender tot de betaling van het te weinig geïnde bedrag slechts verplicht, voor zover dit volgens het frankeringsvoorschrift van de vrachtbrief voor zijn rekening genomen kosten betreft. Het restantbedrag komt ten laste van de geadresseerde.

§ 3. Over de volgens dit artikel verschuldigde bedragen wordt een rente van vijf procent 's jaars berekend vanaf de dag van ontvangst van de aanmaning of van de in artikel 53 bedoelde vordering buiten rechte of, bij gebreke daarvan, vanaf de dag van de vordering in rechte.

Indien de rechthebbende niet binnen een hem gestelde redelijke termijn de nodige bewijsstukken voor de definitieve regeling van de vordering aan de spoorweg overlegt, wordt geen rente berekend vanaf het einde van de gestelde termijn tot de daadwerkelijke overlegging van de stukken.

Artikel 30 CIM

Wijziging door de afzender

§ 1. De afzender kan, door nadere opdrachten, de vervoerovereenkomst wijzigen door voor te schrijven:

- a. de teruggave van het goed op het station van afzending;
- b. ophouding van het goed onderweg;
- c. uitstel van de aflevering van het goed;
- d. aflevering van het goed aan een ander persoon dan de op de vrachtbrief vermelde geadresseerde;
- e. aflevering van het goed op een ander station dan het op de vrachtbrief vermelde station van bestemming;
- f. terugzending van het goed naar het station van afzending;
- g. belasting met een remboursement;
- h. verhoging, verlaging of opheffing van een remboursement;
- i. voor eigen rekening nemen van de kosten van een ongefrankeer-

de zending of verhoging van de volgens artikel 15, § 2, voor zijn rekening genomen kosten.

De tarieven van de spoorweg van afzending kunnen bepalen, dat de onder g tot en met i bedoelde opdrachten niet zijn toegelaten.

De tussen de aan het vervoer deelnemende spoorwegen geldende bijkomende bepalingen of internationale tarieven kunnen hiervoor niet-genoemde opdrachten toelaten.

In geen geval mogen de opdrachten een splitsing van de zending ten gevolge hebben.

§ 2. Deze opdrachten moeten worden gegeven door middel van een verklaring in een door de spoorweg voorgeschreven vorm.

Deze verklaring moet door de afzender ook worden overgenomen en ondertekend op de duplicaat-vrachtbrief, die aan de spoorweg moet worden overgelegd. De handtekening mag gedrukt zijn of vervangen worden door het stempel van de afzender.

Elke op een ander dan de voorgeschreven wijze gegeven opdracht is nietig.

§ 3. Indien de spoorweg een opdracht van de afzender uitvoert zonder overlegging van de duplicaat-vrachtbrief te verlangen, is hij voor de daaruit ontstane schade aansprakelijk jegens de geadresseerde, aan wie dit duplicaat is overgegeven; een eventuele schadevergoeding kan evenwel nimmer hoger zijn dan bij verlies van het goed.

§ 4. Het recht van de afzender tot wijziging van de vervoerovereenkomst vervalt, ook indien hij de duplicaat-vrachtbrief bezit, ingeval de geadresseerde:

- a. de vrachtbrief in ontvangst heeft genomen;
- b. het goed heeft aangenomen;
- c. zijn rechten volgens artikel 28, § 4, heeft doen gelden;
- d. volgens artikel 31 bevoegd is opdrachten te geven en de zending in het douanegebied van het land van bestemming is aangekomen.

Vanaf dit tijdstip moet de spoorweg de opdrachten en aanwijzingen van de geadresseerde opvolgen.

Artikel 31 CIM

Wijziging door de geadresseerde

§ 1. Indien de afzender noch de het vervoer in het land van bestemming betreffende kosten voor zijn rekening heeft genomen, noch op de vrachtbrief „Geadresseerde niet beschikkingsbevoegd” heeft vermeld, kan de geadresseerde, door nadere opdrachten, de vervoerovereenkomst wijzigen door voor te schrijven:

- a. ophouding van het goed onderweg;
- b. uitstel van de aflevering van het goed;

- c. aflevering van het goed in het land van bestemming aan een ander persoon dan de op de vrachtbrief vermelde geadresseerde;
- d. aflevering van het goed in het land van bestemming op een ander station dan het op de vrachtbrief vermelde station van bestemming, behoudens afwijkende bepalingen in de internationale tarieven;
- e. vervulling van de door de douane of andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten volgens artikel 26, § 3.

De tussen de aan het vervoer deelnemende spoorwegen geldende bijkomende bepalingen of internationale tarieven kunnen hiervoor niet genoemde opdrachten toelaten.

In geen geval mogen de opdrachten een splitsing van de zending ten gevolge hebben.

De opdrachten van de geadresseerde gelden eerst, nadat de zending in het douanegebied van het land van bestemming is aangekomen.

§ 2. Deze opdrachten moeten worden gegeven door middel van een verklaring in een door de spoorweg voorgeschreven vorm.

Elke op een andere dan de voorgeschreven wijzen gegeven opdracht is nietig.

§ 3. Het recht van de geadresseerde tot wijziging van de vervoerovereenkomst vervalt ingeval hij:

- a. de vrachtbrief in ontvangst heeft genomen;
- b. het goed heeft aangenomen;
- c. zijn rechten volgens artikel 28, § 4, heeft doen gelden;
- d. volgens § 1, c, een persoon heeft aangewezen en deze de vrachtbrief in ontvangst heeft genomen, de goederen heeft aangenomen of zijn rechten volgens artikel 28, § 4, heeft doen gelden.

§ 4. Indien de geadresseerde de aflevering van het goed aan een ander persoon heeft voorgeschreven, is deze niet bevoegd tot wijziging van de vervoerovereenkomst.

Artikel 33 CIM

Belemmering in het vervoer

§ 1. In geval van belemmering in het vervoer beslist de spoorweg, of het de voorkeur verdient het goed ambtshalve met wijziging van de route verder te vervoeren, dan wel of het in het belang van de afzender is hem met verstrekken van alle aan de spoorweg bekende ter zake dienende gegevens instructies te vragen.

Behoudens in geval van schuld, kan de spoorweg de voor de gebruikte route geldende vervoerprijs heffen en over de daarvoor geldende leveringstermijn beschikken.

§ 2. Indien de voortzetting van het vervoer niet mogelijk is, vraagt de spoorweg instructies aan de afzender. De spoorweg is daartoe niet

verplicht in geval van tijdelijke belemmeringen als gevolg van in artikel 3, § 4, bedoelde maatregelen.

§ 3. De afzender kan in de vrachtbrief instructies geven voor het geval een belemmering in het vervoer zou optreden.

Indien de spoorweg meent, dat deze instructies niet kunnen worden uitgevoerd, vraagt hij nieuwe.

§ 4. Wanneer de instructies van de afzender de aanduiding van de geadresseerde of het station van bestemming wijzigen, of wanneer zij worden gegeven aan het station waar de goederen zich bevinden, moet de afzender de instructies op de duplicaatvrachtbrief vermelden en deze aan de spoorweg voorleggen.

§ 5. Indien de spoorweg de instructies van de afzender uitvoert zonder overlegging van het duplicaat te verlangen, is hij voor de daaruit ontstane schade aansprakelijk jegens de geadresseerde, aan wie dit duplicaat is overgegeven; een eventuele schadevergoeding kan evenwel nimmer hoger zijn dan bij verlies van het goed.

§ 6. Indien de van een belemmering in het vervoer in kennis gestelde afzender niet binnen een redelijke termijn uitvoerbare instructies geeft, handelt de spoorweg volgens de ter plaatse, waar het goed is opgehouden, geldende voorschriften betreffende belemmering in de aflevering.

Indien het goed is verkocht, moet de opbrengst, na aftrek van de op het goed drukkende kosten, ter beschikking van de afzender worden gehouden. Indien de opbrengst lager is dan deze kosten, moet de afzender het verschil betalen.

§ 7. Indien de belemmering in het vervoer ophoudt voor de ontvangst van de instructies van de afzender wordt het goed naar zijn bestemming vervoerd zonder de instructies af te wachten; de afzender wordt daarvan zo spoedig mogelijk in kennis gesteld.

§ 8. Indien de belemmering in het vervoer optreedt, nadat de geadresseerde de vervoerovereenkomst volgens artikel 31 heeft gewijzigd, moet de spoorweg de geadresseerde in kennis stellen. De §§ 1, 2, 6, 7 en 9 zijn van overeenkomstige toepassing.

§ 9. Behoudens in geval van schuld, kan de spoorweg bij belemmering in het vervoer staangeld heffen.

§ 10. Artikel 32 is van toepassing op volgens artikel 33 uitgevoerd vervoer.

Artikel 34 CIM

Belemmering in de aflevering

§ 1. In geval van belemmering in de aflevering van het goed, moet

de spoorweg de afzender onverwijld daarvan op de hoogte stellen, om hem zijn instructies te vragen.

§ 2. Indien de belemmering in de aflevering ophoudt vóór de ontvangst van de instructies van de afzender op het station van bestemming, wordt het goed aan de geadresseerde afgeleverd. De afzender moet daarvan onmiddellijk in kennis worden gesteld.

§ 3. Indien de geadresseerde de aanneming van het goed weigert, mag de afzender, ook indien hij de duplicaat-vrachtbrief niet kan overleggen, instructies geven.

§ 4. De afzender kan door een vermelding op de vrachtbrief ook verlangen dat het goed hem ambtshalve wordt teruggezonden, indien een belemmering in de aflevering optreedt. Buiten dit geval is zijn uitdrukkelijke toestemming vereist.

§ 5. Behoudens het hiervoor bepaalde, handelt de met de aflevering belaste spoorweg volgens de ter plaatse van de aflevering geldende voorschriften.

Indien het goed is verkocht, moet de opbrengst, na aftrek van de op het goed drukkende kosten, ter beschikking van de afzender worden gehouden. Indien de opbrengst lager is dan deze kosten, moet de afzender het verschil betalen.

§ 6. Indien de belemmering in de aflevering optreedt, nadat de geadresseerde de vervoerovereenkomst volgens artikel 31 heeft gewijzigd, moet de spoorweg de geadresseerde in kennis stellen. De § § 1, 2 en 6 zijn van overeenkomstige toepassing.

§ 7. Artikel 32 is van toepassing op volgens artikel 34 uitgevoerd vervoer.

Artikel 38

Vermoeden bij doorzending

§ 1. Indien een volgens de Uniforme Regelen verzonden zending volgens dezelfde Regelen wordt doorgezonden en na deze doorzending een gedeeltelijk verlies of een beschadiging wordt vastgesteld, wordt vermoedt, dat de schade tijdens de laatste vervoerovereenkomst is ontstaan, indien de zending onder toezicht van de spoorweg is gebleven en is doorgezonden in dezelfde toestand waarin hij in het station van doorzending is aangekomen.

§ 2. Dit vermoeden geldt ook, indien op de aan de doorzending voorafgaande vervoerovereenkomst de Uniforme Regelen niet van toepassing waren, doch zij van toepassing zouden zijn geweest bij rechtstreekse verzending tussen het eerste station van afzending en het laatste station van bestemming.

Dit vermoeden geldt eveneens wanneer de vervoerovereenkomst

die aan de herverzending voorafging, onderworpen was aan een ander vergelijkbaar internationaal verdrag over het rechtstreekse internationale spoorvervoer en dat verdrag eenzelfde rechtsvermoeden bevat ten voordele van zendingen die volgens de Uniforme Regelen verzonden worden.

Artikel 41

Aansprakelijkheid voor vermindering in massa

§ 1. Met betrekking tot goederen, die in het algemeen ingevolge hun aard tijdens het vervoer een vermindering in massa ondergaan, is de spoorweg, ongeacht de lengte van het afgelegde traject, slechts aansprakelijk voor het gedeelte van de vermindering, dat meer bedraagt dan:

- a. twee procent van de massa voor vloeibare of in vochtige toestand aangeboden goederen;
- b. één procent van de massa voor droge goederen.

§ 2. Op de in § 1 bedoelde beperking van de aansprakelijkheid kan geen beroep worden gedaan, indien wordt bewezen, dat het verlies, gelet op de feitelijke omstandigheden geen gevolg is van oorzaken, die de afwijking rechtvaardigen.

§ 3. Indien meer colli met één enkele vrachtbrief worden vervoerd, wordt de vermindering in massa berekend voor elk collo, waarvan de massa bij vertrek afzonderlijk op de vrachtbrief is vermeld of op andere wijze kan worden vastgesteld.

§ 4. Bij geheel verlies van het goed vindt voor de berekening van de schadevergoeding geen aftrek plaats wegens gewichtsvermindering tijdens het vervoer.

§ 5. Dit artikel laat de artikelen 36 en 37 onverlet.

Artikel 45

Beperking van de schadevergoeding door bepaalde tarieven

Indien de spoorweg door bijzondere of uitzonderingstarieven die een verlaging van de volgens de algemene tarieven berekende vervoerprijs bevatten, bijzondere vervoersvoorwaarden toestaat, kan hij de aan de rechthebbende verschuldigde schadevergoeding wegens overschrijding van de leveringstermijn beperken, voor zover een dergelijke beperking in het tarief bepaald is.

Indien deze bijzondere vervoersvoorwaarden slechts voor een deel van het traject gelden, kan op deze beperking slechts een beroep

worden gedaan, indien het aan de schadevergoeding ten grondslag liggende feit op dat deel heeft plaatsgevonden.

Artikel 59

Verrekening tussen spoorwegen

§ 1. Elke spoorweg, die bij vertrek of aankomst de uit de vervoerovereenkomst ontstane kosten of andere vorderingen heeft geïnd, moet aan de betrokken spoorwegen het toekomstige aandeel betalen.

De wijze van betaling wordt bij overeenkomst tussen de spoorwegen vastgesteld.

§ 2. De spoorweg van afzending is aansprakelijk voor de vervoerprijs en overige kosten die hij niet geïnd heeft, wanneer de afzender ze overeenkomstig artikel 15 voor zijn rekening heeft genomen.

§ 3. Indien de spoorweg van bestemming het goed aflevert zonder de uit de vervoerovereenkomst ontstane kosten of andere vorderingen te innen, is hij aansprakelijk voor die bedragen.

§ 4. Indien het Centraal Bureau op verzoek van één der crediteur-spoorwegen vaststelt, dat een spoorweg in gebreke is met betaling, worden de gevolgen door alle andere bij het vervoer betrokken spoorwegen gedragen naar evenredigheid van hun aandeel in de vervoerprijs.

Het recht van regres tegen de in gebreke gebleven spoorweg blijft voorbehouden.

Artikel 65

Tijdelijke afwijkingen

§ 1. Indien de economische en financiële toestand van een Staat ernstige moeilijkheden kunnen opleveren bij de toepassing van Titel VI, kunnen twee of meer andere Staten door overeenkomsten afwijken van de artikelen 15, 17 en 30 door, voor het vervoer met de Staat in moeilijkheden, te besluiten dat:

a. voor de bij elk van deze staten vertrekkende zendingen, de kosten tot aan de grenzen van de Staat in moeilijkheden, maar niet verder, verplicht ten laste worden gebracht van de afzender;

b. voor de zendingen die voor elk van deze Staten bestemd zijn, de kosten tot aan de grenzen van de Staat in moeilijkheden, maar niet verder, verplicht ten laste worden gebracht van de afzender;

c. de zendingen die voor de Staat in moeilijkheden bestemd zijn of daar vertrekken, met geen reboersement of voorschot belast mogen worden of dat zulks slechts ten belope van bepaalde bedragen wordt toegestaan.

d. de afzender de vervoerovereenkomst niet mag wijzigen met betrekking tot het land van bestemming, de frankering en het rem-boursement.

§ 2. Onder de in § 1 vastgestelde voorwaarden en met de toestemming van hun Regeringen, kunnen de spoorwegen die in betrekking staan met de spoorweg van de Staat in moeilijkheden, een afwijking van de artikelen 15, 17, 30 en 31 overeenkomen voor hun wederzijds vervoer met de spoorweg van de Staat in moeilijkheden.

Over een dergelijke afwijking wordt beslist door de tweederde meerderheid van de spoorwegen die in betrekking staan met de spoorweg van de Staat in moeilijkheden.

§ 3. De ingevolge de § § 1 en 2 genomen maatregelen worden aan het Centraal Bureau meegedeeld.

De in § 1 genoemde maatregelen treden niet eerder in werking dan na verloop van acht dagen na de kennisgeving daarvan door het Centraal Bureau aan de andere Staten.

De in § 2 genoemde maatregelen treden niet eerder in werking dan na verloop van twee dagen na de publicatie daarvan in de betrokken Staten.

§ 4. Deze maatregelen zijn niet van invloed op zendingen die onderweg zijn.

§ 5. Ongeacht de bepalingen van dit artikel kan iedere Staat eenzijdige maatregelen nemen overeenkomstig artikel 3, § 4 b).

Ingevolge artikel 21, tweede lid, van het onderhavige Verdrag zijn deze besluiten op 1 januari 1991 in werking getreden.

In overeenstemming met artikel 5, tweede zin, van de Rijkswet van 22 juni 1961 (*Stb.* 207), houdende regeling inzake de bekendmaking van internationale overeenkomsten en van besluiten van volkenrechtelijke organisaties, heeft de Minister van Buitenlandse Zaken bepaald dat de onderhavige wijzigingen in Nederland op de dag van uitgifte van dit Tractatenblad bekend zullen zijn gemaakt.

Uitgegeven de *zestiende* januari 1991.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

H. VAN DEN BROEK